



GREENPEACE



COLLECTIF BONFOL

DEE	Reçu le	
	30 MARS 2006	
<input type="checkbox"/>	information	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	agender	<input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	classer	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	réponse	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	excuser	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	reglement	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	préavis	<input type="checkbox"/>
Délai		Visa

Monsieur le Ministre
 Laurent Schaffter
 2, rue des Moulins
 2800 Delémont

Delémont, le 27 mars 2006

Monsieur le Ministre,

Lors de la commission d'information du 9 février 2006, nous avons reçu diverses informations. La procédure en cours sur le plan spécial nous interpelle et nous vous serions reconnaissants de nous fournir de plus amples détails à ce propos.

Le PV de la commission d'information du 09.02.06 mentionne ceci :

Concernant la procédure, en juin se déroulera la procédure d'information / participation au cours de laquelle tous les citoyens pourront s'exprimer et faire part de leurs remarques. Cette première phase du dossier est exigée par la LAT mais n'ouvre pas de voie de recours. Le dépôt public du dossier est prévu pour le mois de septembre, sur une durée de 30 jours, au cours de laquelle les oppositions pourront être formulées avec possibilités de recours. Avec un tel calendrier, il est probable que la procédure d'enquête publique française se déroule en juillet-août.

Le Collectif Bonfol ne comprend pas bien le déroulement de cette procédure, soit une préconsultation sans voie de recours en juin, puis un dépôt public. C'est pourquoi il vous prie de lui fournir de plus amples informations à ce propos.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Ministre, nos respectueuses salutations.

Lucienne Merguin Rossé

Jean-Claude Probst

LE MINISTRE

AB/SS

DEFCU le

2, rue des Moulins
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 53 03
f +41 32 420 53 01
secr.dee@jura.ch

Dpt de l'Environnement et de l'Équipement - 2, rue des Moulins, 2800 Delémont

Collectif Bonfol
c/o Mme L. Merguin Rossé
L'Abbaye 5
2906 Chevenez

REP: 6.E/1140

Copie: JPM ✓

Delémont, le 31 mars 2006 / jbm

Procédure d'approbation du plan spécial "décharge industrielle de Bonfol"

Madame, Monsieur,

Votre lettre du 27 mars 2006 m'est bien parvenue et a retenue ma meilleure attention. Comme vous le souhaitez je vous expose ci-après les détails de la procédure d'approbation du plan spécial telle qu'elle se déroulera dans le courant de l'année 2006.

Vu l'importance du projet d'assainissement et afin de laisser plus de capacité de réaction à la commune de Bonfol, il a été décidé de mener pour la première fois dans le Jura une procédure de plan spécial cantonal conformément à l'article 78 de la LCAT. C'est donc le Service de l'aménagement du territoire (SAT) qui est chargé de diriger cette procédure qui se déroule en plusieurs phases.

Actuellement et jusqu'en juin prochain, la BCI et ses mandataires élaborent, sous contrôle des services de l'Etat, les divers documents nécessaires au plan spécial, à savoir les prescriptions, les plans, la notice d'impact sur l'environnement et le rapport technique. Selon les prévisions actuelles, ces divers documents seront ensuite présentés à la population concernée à fin juin 2006 dans le cadre de la phase "Information et participation" prévue à l'article 43 de la LCAT. La population, les associations et autres personnes intéressées pourront alors faire part de leurs remarques et observations qui seront consignées dans un rapport de participation à destination de l'autorité d'approbation. La participation se fera au moyen de 2 séances d'information qui seront organisées dans les communes de Bonfol et Pfetterhouse et de la consultation possible des dossiers dans ces communes durant une quinzaine de jours.

Cette phase "Information et participation" close, le Département de l'Environnement et de l'Équipement procédera à l'examen préalable du dossier et consultera les différents services concernés. Le projet sera ensuite mis au net en fonction des observations de la population et de l'examen préalable du DEE. Une fois finalisé, il sera présenté au Gouvernement qui décidera de son dépôt public, actuellement planifié dans le courant de l'automne. Le plan spécial sera déposé à la commune de Bonfol, au SAT, à l'OEPN et certainement dans les communes françaises

frontalières durant 30 jours. Durant ce délai, toutes les personnes et organismes concernés pourront faire part de leur opposition au plan spécial, par écrit et motivée, auprès du service de l'aménagement du territoire. A l'issu du dépôt public, les opposants seront conviés à des séances de conciliations, dirigées par le SAT. Ensuite en fonction d'éventuelles modifications répondant aux oppositions, le projet devra éventuellement être soumis à un nouveau dépôt public. Un arrêté du Gouvernement jurassien approuvera finalement le plan spécial et lèvera les oppositions restantes. Cet arrêté, qui devrait intervenir en fin d'année 2006, ouvrira naturellement la voie à des recours en justice pour les opposants déboutés.

Je peux également vous préciser que suite à une rencontre entre mes services et les autorités françaises, le 21 mars 2006, une solution a pu être trouvée afin de leur permettre de mener de leur côté une mise à l'enquête publique du plan spécial "décharge industrielle de Bonfol". Celle-ci devrait se dérouler entre la phase "Information-participation" et le dépôt public en Suisse. Les résultats de cette enquête publique, n'ayant pas de force juridique, seront néanmoins pris en compte dans le traitement des oppositions et pour la décision du Gouvernement. Par ailleurs, je vous rappelle, que conformément à ce qui avait été précisé en commission d'information, les avis et oppositions des habitants et autorités des communes de Réchésy et Pfetterhouse, directement touchés par ce projet, pourront être pris en considération dans le cadre de la procédure suisse.

Si vous désirez des informations complémentaires je vous invite à prendre contact avec le Service de l'aménagement du territoire (planspecial.bci@jura.ch) ou à vous référer au document ci-joint qui présente succinctement la procédure.

Espérant avoir pu répondre à votre attente, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



Laurent Schaffter
Ministre de l'Environnement et de l'Équipement

Annexe: Schéma de la procédure

Déroulement de la procédure du plan spécial cantonal (art 77 et 78 LCAT)

